Christophe Jussac

Elargissement : un devoir, une opportunité et un défi

1. Etat des lieux :

L'Europe entre dans une nouvelle phase de son histoire. Dans un avenir proche, le continent sera unifié grâce d'élargissement. J'ai la conviction que l'élargissement représente avant tout, une chance historique d'unifier les peuples d'Europe sur la base de valeurs fondamentales de la démocratie et de solidarité. C'est un moyen d'assurer la paix et la stabilité politique en Europe, contribuer au progrès économique et social ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie et de travail. L'élargissement est pour nous un investissement dans l'avenir commun des travailleurs européens.

Face à l'élargissement, l'indispensable Europe sociale manque de repères. La Conférence intergouvernementale (CIG), chargé de rédiger le Traité constitutionnel a échoué. Elle n'a pas su relève les défis et donne à l'Union des institutions démocratiques, efficaces et transparentes, fondées sur le respect des droits des travailleurs et des citoyens en général.

Il ne faut pas se le cacher. Le développement futur de l'Union européenne aura un impact sur le modèle social des Etats membres actuels. Il y a des pressions pour que la recherche de la compétitivité se fasse par la déréglementation sociale, le démantèlement des droits et de la protection des travailleurs. Nous ne pouvons pas l'accepter. Il est clair que cela est inacceptable sur le plan social mais aussi inefficace économiquement à terme.

La lutte contre l'exclusion sociale, la pauvreté et les inégalités sont les défis qui se posent à nous. Nous devons y répondre par le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale dans une Union européenne élargie, fondée sur la justice sociale, la redistribution des richesses et l'harmonisation dans le progrès.

- Un processus de négociation déséquilibré

Il nous faut d'urgence corriger le processus de négociation avec les pays candidats. La Commission européenne a beaucoup trop insisté sur les conditions d'adhésion, en termes de concurrence et de règles de marché, d'ouverture des marchés publics, de démantèlement des aides d'Etat, sur la libération des échanges de biens commerciaux et des services ou sur les facilités accordées aux mouvements des capitaux.

En revanche, les domaines relatifs à l'emploi, l'environnement, les politiques sociales ou le développement régional sont quant à eux, passés au second plan. Dans les pays candidats, les partenaires sociaux n'ont pas été non plus, associés suffisamment au processus de pré-adhésion. De ce fait, il s'est fait souvent de manière désordonnée. Ceci a été particulièrement visible lors des discussions budgétaires, souvent menées avec une mentalité comptable, plus que visionnaire de l'Europe élargie.

Plus généralement, tout au long des négociations, les 15 ont beaucoup plus porté l'accent sur les nécessités de changement dans les pays candidats, sans se remettre en question, sans vouloir modifier ni même identifier, ce qui ne fonctionne pas bien aujourd'hui chez nous. Le

débat : élargissement/approfondissement a été largement occulté et nous revient en boomerang

- Une politique de cohésion sans considération des déséquilibres existants.

Les incohérences et des insuffisances de la réflexion sur les ajustements en relation avec les besoins des pays candidats, contrairement à ce qui était réalisé lors des précédents élargissements. Dans ce contexte, le rattrapage des 10, qui se trouvent dans une situation de retard économique et social encore plus conséquent que Portugal ou Espagne, serait beaucoup plus difficile et risque d'aggraver des déséquilibres régionaux. Dans une Union à 25, près d'un tiers de la population, contre 1/6 aujourd'hui, habitera dans des pays au revenu par tête inférieur à 90% de la moyenne communautaire. Plus de 100 millions de personnes, vivra dans une région au PIB inférieur à 75% de la moyenne communautaire. L'écart entre les régions les plus riches et les pauvres (soit les 10% à chacun des extrêmes) passera de 2,6 dans l'Union actuelle à 4,4 dans une Union après l'élargissement aux 10 nouveaux membres.

La réduction des inégalités semble être donc une mission impossible à court et moyen terme. Le rattrapage économique des nouveaux Etats membres, même dans le scénario le plus optimiste ne pourra pas s'achever avent quinze ou vingt ans. Bien au contraire, les déséquilibres non corrigés, vont freiner, voir même entraver, le processus de rattrapage. En encore, il faut espérer que les régions en crise ne seront pas dépeuplées d'ici là, au point de perdre tout ressort de développement.

- Social – le parent pauvre de l'élargissement.

Le processus de négociation a aussi laissé peu de place aux considérations d'ordre social. Le chapitre sur l'emploi et des affaires sociales a été rapidement clôturé au prix de graves insuffisances. Ont été négligés les épreuves sociales que les pays d'Europe Centrale et Orientale ont dû endurer depuis le début de la transition. Leurs systèmes productifs se sont écroulés, une crise économique et sociale généralisée a tari des sources du travail et de revenu. Les restructurations, le chômage, jusque là inconnu et une libéralisation des prix ont coïncidé avec la chute brutale des pouvoirs d'achat, une remise en question des avantages sociaux, un recours croissant aux formes de travail informel. Les salaires, après avoir chuté en termes réels de près de 50%, se retrouvent aujourd'hui à des niveaux très inférieurs à ceux de l'UE, face à des prix, souvent comparables.

Le salaire moyen mensuel en 2001, ne dépassait pas les 150 euros eu Roumanie et Bulgarie, 300 euros dans les autres PECO, avec des moyennes plus hautes pour la Pologne ou la République tchèque – 480 euros. Seul la petite Slovénie sort du lot, avec les salaires de plus de 900 euros, comparables à ceux de la Grèce et du Portugal, alors que Chypre et Malte sont déjà dans la moyenne communautaire. Et encore, ces moyennes masquent des écarts salariaux qui se sont creusé ces dix dernières années. La majorité de la population cantonnée dans des revenus misérables, une petite majorité qui a bénéficié des privatisations et des réformes et entre les deux, un espace sans une classe moyenne, le moteur habituel de toute économie de marché.

Au même moment, la dérégulation des systèmes de protection sociale a remis en cause les systèmes universels assurant une couverture sociale au plus grand nombre. Ce sont les choix très libéraux, sou l'influence des conseillers dépêchés par les institutions monétaires internationales qui ont été adoptés. A l'évidence, les faibles niveaux de dépenses de protection

sociale dans les futurs Etats membres ne constituent pas la réponse adéquate à la crise sociale qu'ils traversent et qui contrastent fortement avec les ambitions de l'UE.

Tout cela a préparé les conditions du dumping social.

2. Actions à mener

Insister sur une réelle liberté syndicale, la reconnaissance des partenaires sociaux comme les acteurs majeurs du développement économique et social est un impératif. Il faut veiller à ce que les filiales dans les PECOs des entreprises européennes ne se conduisent pas comme des prédateurs mais qu'elles engagent un dialogue social avec les travailleurs et dans le cadre des Comités d'entreprise européenne. Il convient de renforcer la coopération transfrontalière entre tous les acteurs économiques et sociaux, lever le tabou des conventions collectives européennes, insister pour la conclusion des accords et des règles de jeu communes dans les branches d'activités. L'exemple de celui dans le transport routier mérite d'être approfondi. Certes, il n'est pas parfait, mais il montre la voie.

L'avenir reste incertain et c'est cela qui doit nous pousser à agir. Il nous appartient de tout faire à ce que les politiques plus volontaristes de l'UE dans le domaine social permettent à ces pays de faire effectivement partie intégrante d'une économie de marché social compétitive. Nous n'y parviendrons pas qu'à condition de renforcer la coopération syndicale. Cette coopération doit favoriser la réflexion commune, l'enrichissement mutuel de nos complémentarités et l'affirmation de l'organisation syndicale comme acteur résolu de l'avenir.

C'est un défi pour l'Europe mais aussi pour d'autres parties du monde toutes confrontées à l'ère de la globalisation.

Juan Somavia, Directeur général de l'OIT, lors de la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU a souligné que OUI, la mondialisation est une chance, OUI elle a permis une création des richesses, mais NON, on n'a pas encore su de la distribuer de manière équitable et les inégalités qu'elle creuse sont un danger pour toute la planète. Dans une interview récente il a insisté en parlant de l'élargissement que « l'avenir social du monde se joue en Europe. Si l'Europe parvient à maintenir son modèle social, ce sera un signe d'espérance pour le reste du monde ».